



SEPTEMBRE
2021



Trump et le Parti Républicain

Défaite électorale, victoire idéologique ?

Programme
Amérique
du Nord

Corentin SELLIN

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0408-7

© Tous droits réservés, Ifri, 2021

Couverture : © Valerio Pucci/Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

Corentin Sellin, « Trump et le Parti républicain : défaite électorale, victoire idéologique ? », *Potomac Papers*, n° 43, Ifri, septembre 2021.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Potomac Papers

Le programme Amérique du Nord de l'Ifri publie une collection de notes en ligne sur les États-Unis nommées *Potomac Papers*. Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique intérieure, étrangère et économique, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *policy papers* sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme Amérique du Nord de l'Ifri.

Auteur

Corentin Sellin, professeur agrégé d'histoire en CPGE littéraires (hypokhâgne et khâgne) au lycée Carnot de Dijon. Chronique la vie politique étasunienne pour les Jours.fr.

Résumé

Les quatre années du mandat de Donald Trump ont vu le renouvellement de nombreux élus républicains au Congrès. Souvent soutenus par l'ex-président dès les primaires du parti, ils ont été choisis pour leur dévotion envers lui et pour leur soutien aux différents éléments de son programme : si le conservatisme moral et le moins-disant fiscal et environnemental sont des principes anciens du Parti républicain repris par Trump, le nationalisme identitaire (anti-immigration) et économique (protectionniste), la défense des « Blancs non diplômés » présentés comme une minorité opprimée sont des préceptes plus récents apportés par l'ex-président populiste.

Les résultats de novembre 2020 illustrent l'écho que rencontre cette mutation idéologique. Le démocrate Joe Biden a certes remporté 7 millions de voix de plus que son adversaire, mais ces dernières étaient, comme en 2016, inégalement réparties entre les États, et la victoire a échappé de peu au candidat républicain au Collège électoral. Par ailleurs, annonçant une avance beaucoup plus large du candidat démocrate, les sondeurs se sont à nouveau lourdement trompés.

Si Trump a perdu, c'est parce que sa base électorale se confirme être celle des Blancs non diplômés qui ont été proportionnellement moins nombreux dans l'électorat total qu'en 2016. Ces électeurs non diplômés ne sont pas nécessairement les plus modestes (ce qui pose la question de la définition de la « working class » aux États-Unis). Le marqueur clé du vote Trump est donc avant tout l'absence de diplôme et le positionnement anti-élite. On voit d'ailleurs augmenter le vote Trump chez les Hispaniques non diplômés.

Malgré les perspectives d'affaiblissement démographique de cet électorat, le Parti républicain persiste dans son virage idéologique à la veille des élections de mi-mandat de 2022. Les candidats républicains, y compris les possibles remplaçants de Trump que sont les sénateurs Ted Cruz (Texas) et Marco Rubio (Floride), doivent souscrire à la thèse de la fraude électorale massive qui aurait permis la victoire de Joe Biden et au refus d'une condamnation de l'ex-président Trump pour ses appels à l'insurrection du 6 janvier, nouveaux articles de foi du Parti républicain « trumpisé ».

Plus largement, la stratégie du Parti républicain consiste aujourd'hui à poursuivre la mise en place de règles toujours plus favorables aux plus riches du pays. Elle est rendue possible par l'emploi d'une double tactique : d'une part, le déploiement d'une rhétorique identitaire pour recueillir le vote des Blancs non diplômés ; d'autre part, la vaste offensive législative dans les états républicains pour entraver l'exercice du droit de vote chez les minorités.

Abstract

During Donald Trump's four-year term, many new Republican candidates have been elected to Congress. Often backed by the former president from the GOP's primaries, they were chosen for their devotion towards him and their support for his policies : moral conservatism and laissez-faire attitudes towards fiscal and environmental issues are old Republican tenets taken over by Trump, while nativist and economic nationalism (based on anti-immigration and protectionist policies respectively), as well as the portrayal of White people without college degree as an oppressed minority are fresh precepts brought forward by the former populist President.

The November 2020 election results illustrate the echo met by this ideological transformation. Though Joe Biden won 7 million more votes than his opponent, said votes were unequally distributed between states just as in 2016, and the Republican candidate only lost by a tiny margin in the Electoral College. Moreover, pollsters were once again seriously mistaken in their prediction of a much larger lead by the Democratic candidate.

Trump's defeat is due to his electoral base consisting mainly of non-college Whites, who were proportionately less numerous in the electorate than in 2016. Those voters are not necessarily amongst the poorest (which leads to a continuing debate over a precise definition of the American "working class"). At the end of the day, lack of a college degree and an anti-elitist stance constitute the key markers of the Trump vote. This is probably why a rise of Trump voters among non-college Hispanics has also been observed.

Despite predictions of a demographic weakening of this electorate, the Republican Party persists in this ideological turnover as it prepares for the 2022 mid-term elections. Republican candidates, including potential Trump substitutes such as Senators Ted Cruz (Texas) or Marco Rubio (Florida), have to both embrace the thesis of the massive voter fraud in Biden's 2020 victory, and refuse any conviction for Trump's call for insurrection leading to the January 6 events – two major elements of the Party's new creed.

More generally, the Republican goal continues to be the implementation of increasingly favorable rules for the country's richest, relying on a double tactical move: first, the deployment of a nativist rhetoric intended to mobilize the non-college White American vote; second, a vast voter suppression effort in Republican legislatures across the country, aimed primarily at minorities.

Sommaire

INTRODUCTION	6
LA MUTATION NATIONALISTE ET IDENTITAIRE DU CONSERVATISME RÉPUBLICAIN	9
Un renouvellement des cadres du parti... ..	9
... articulé autour de l'adhésion à Trump	10
Un nationalisme économique et identitaire	11
Le « protectionnisme blanc »	13
UN SOCLE D'ÉLECTEURS MINORITAIRE MAIS ÉLARGI	15
Une performance républicaine meilleure qu'attendue.....	15
L'importance des électeurs non diplômés.....	16
QUI PERD GAGNE : QUAND LA CONTESTATION DU RÉSULTAT PERMET À TRUMP DE S'EMPARER DU PARTI.....	19
L'accusation de fraude électorale comme arme politique	19
L'élection volée et le second <i>impeachment</i>, nouveaux marqueurs républicains.....	20
Une mutation idéologique au-delà de Trump	22
CONCLUSION	25

Introduction

Le 20 janvier 2021, Donald Trump a donc quitté la Maison-Blanche après un seul mandat présidentiel, rejoignant Benjamin Harrison (1889-1893), William Taft (1909-1913), Herbert Hoover (1929-1933) et G. H. W Bush (1989-1993) parmi les présidents républicains à ne pas avoir été réélus. Cette défaite électorale de Trump face à Joe Biden se double pour son parti d'un retournement politique désastreux. Le Parti républicain dont Trump avait conquis à la surprise générale l'investiture en 2016, a perdu conjointement en un seul mandat présidentiel de quatre ans (2017-2021) le contrôle des trois institutions fédérales majeures : présidence, Chambre des représentants, Sénat.

Majorités des quatre derniers présidents républicains lors de leurs élections

	Présidence (nombre de grands électeurs obtenus par le candidat rép. sur 538) ¹	Chambre des représentants (nombre d'élus républicains sur 435) ²	Sénat (nombre d'élus républicains sur 100) ³
Reagan (1981-1985)			
Janvier 1981	489	192	53
Janvier 1985	525	181	53
G. H. W Bush (1989-1993)			
Janvier 1989	426	175	45
Janvier 1993	168 (défaite)	176	43
G. W Bush (2001-2005)			
Janvier 2001	271	220	50
Janvier 2005	286	233	55
D. Trump (2017-2021)			
Janvier 2017	306	241	54
Janvier 2021	232 (défaite)	213	50

1. D. Leip, *Atlas of U.S Presidential Elections*. Consultable en ligne : <https://uselectionatlas.org>.

2. Site internet historique de la Chambre des représentants, section « Congressional Profiles ». Consultable en ligne : <https://history.house.gov>.

3. Site internet du Sénat des États-Unis, section « Party division ». Consultable en ligne : www.senate.gov.

Et ce désastre politique ne peut être associé qu'à la personne de Trump lui-même d'après toutes les données déjà disponibles sur le scrutin de novembre 2020. D'après les sondages « sortie des urnes » (*exit polls*) de la firme Morning Consult, 44 % des électeurs de Joe Biden disaient avoir voté contre Trump plutôt que pour Biden⁴. Ce rejet massif de la personnalité de Trump s'est aussi manifesté dans le sondage d'approbation Gallup, mené pour tous les présidents étasuniens depuis Harry S. Truman, permettant ainsi des comparaisons historiques précises. Donald Trump est devenu le premier président à ne jamais y avoir franchi la barre des 50 % d'approbation et a fini sa présidence avec l'approbation moyenne la plus faible sur la durée d'un mandat de tous les présidents depuis Truman⁵. Ce rejet spécifique de Trump a aussi été souligné par la divergence des résultats électoraux, les républicains regagnant à la Chambre une partie des pertes considérables des élections de mi-mandat de novembre 2018⁶. Une partie non négligeable des électeurs de Biden lors de la présidentielle a choisi en effet de voter pour les républicains au Congrès.

Cette série de constats devrait amener à une conclusion logique : Donald Trump n'est pas l'avenir du Parti républicain. Et n'importe quel autre président ainsi rejeté dans l'opinion publique serait, dans la tradition étasunienne, condamné à une retraite politique définitive⁷. Ce n'est pas du tout le cas de Trump qui a refusé de concéder la défaite face à Joe Biden, n'acceptant qu'après l'insurrection contre le Congrès du 6 janvier le principe d'une transition *a minima*⁸. Malgré sa mise en accusation pour un second impeachment le 13 janvier 2020 pour incitation à l'insurrection contre le Capitole, Donald Trump conserve un soutien quasi-total des élus républicains du nouveau Congrès. Seuls 11 représentants républicains sur 211 ont voté ce nouvel impeachment (5 % de l'ensemble) et 7 sénateurs sur 50 ont fini par voter la condamnation de l'ex-président le 13 février 2021. Cette unité, à peine ébréchée par l'insurrection du 6 janvier, s'est particulièrement articulée autour du refus de Trump de reconnaître sa défaite électorale et de sa promotion de théories du complot sur la fraude électorale, jamais démontrées et écartées par toutes les instances judiciaires. Cette révolte contre le

4. Quand, dans le même temps, 75 % des électeurs de Trump disent avoir voté pour lui plutôt que contre Biden.

5. J. M. Jones, « Last Trump Job Approval 34 % ; Average Is Record- Low 41 % », *news.gallup.com*, 17 janvier 2021. Consultable en ligne : <https://news.gallup.com>.

6. Les républicains ont repris lors des élections de novembre 2020 à la Chambre 14 des 42 sièges perdus lors des élections de novembre 2018.

7. Un seul ancien président, le démocrate Grover Cleveland, a été réinvesti par son parti en 1892 pour reconquérir la Maison-Blanche, après une défaite de justesse en 1888 alors qu'il avait nettement emporté le vote populaire national.

8. Rompant avec une tradition historique bien établie depuis 1869, et la transition Johnson-Grant, Donald Trump a refusé d'assister à la passation de pouvoir vers Joe Biden le 20 janvier.

résultat des urnes, excitée par le président Trump depuis son compte Twitter jusqu'à la suspension de ce dernier, a souligné les traits saillants du nouveau conservatisme républicain. L'implication des milices de la droite nationaliste et identitaire blanche, comme les Proud Boys ou les Oath Keepers, dans l'insurrection du Capitole avait pour but d'interrompre la certification des résultats présidentiels par le Congrès après un grand rassemblement pro-Trump baptisé *Stop the Steal* (Arrêtez le vol). Cette insurrection démontre ainsi la porosité nouvelle entre le Parti républicain conservateur et une coalition de forces extrémistes hostiles à la démocratie libérale, allant des nationalistes blancs suprémacistes aux complotistes anti-État de QAnon.

Plusieurs questions se posent, par conséquent, pour le Parti républicain renvoyé dans l'opposition en 2021 :

- Quelle est la portée de la mutation imposée par Donald Trump à l'identité politique du conservatisme républicain ? Et est-il seul responsable de cette mutation idéologique ou son dernier avatar ?
- Les résultats des élections de novembre 2020 condamnent-ils durablement le Parti républicain ou bien annoncent-ils une nouvelle coalition électorale plus large, celle d'une formation politique anti-système, s'appuyant sur un socle sociologique en priorité blanc et « working-class⁹ » contre des démocrates devenus le parti des minorités et des diplômés ?
- Y a-t-il une chance pour les républicains, à l'horizon 2024, de revenir au trépied originel du conservatisme reaganien – marchés libérés de la tutelle de l'État par la dérégulation, valeurs morales chrétiennes conservatrices et interventionnisme militaire extérieur – et de refermer ce qui serait une simple « parenthèse » du trumpisme ?

9. Cf. définition du terme p. 14.

La mutation nationaliste et identitaire du conservatisme républicain

Un renouvellement des cadres du parti...

Le mandat présidentiel de Donald Trump a été marqué par une mutation en profondeur du Parti républicain, d'abord dans sa représentation élue à l'échelon fédéral. En janvier 2021, seuls 13 des 50 sénateurs républicains ne l'étaient pas avant 2017, ce qui représente un renouvellement fort des élus dans une assemblée où la durée moyenne de mandat était début 2021 de onze ans¹⁰. À la Chambre des représentants, seuls 105 des 211 élus l'étaient avant le début du mandat de Trump. Et il est significatif que les partisans les plus acharnés du président Trump soient surreprésentés parmi ces nouveaux élus républicains. Lors de la certification des grands électeurs au Congrès le 6 janvier, sept des huit sénateurs qui ont voté pour objecter à cette certification sont des élus de l'ère Trump (2017-2021)¹¹ et parmi les 45 représentants républicains issus du vote de novembre 2020, 31 ont voté ces objections, pourtant parfaitement infondées, à la demande du président républicain¹².

Ce renouvellement des élites républicaines a été orchestré par Trump depuis la Maison-Blanche en 2018 et 2020 avec des soutiens aussi nombreux que couronnés de succès lors des primaires du parti. Selon les calculs du site internet *FiveThirtyEight.com*, en 2018, 13 des 17 candidats soutenus par Trump lors d'une primaire pour les élections de sénateurs, représentants ou gouverneurs l'avaient emporté. En 2020, ce sont 109 des 111 candidats républicains choisis par Trump qui reçoivent l'investiture du parti¹³. Cette implication massive de Trump dans les campagnes législatives a certes été moins productive lors des élections générales de 2018 et 2020, sa présence

10. Congressional Research Service, « Congressional Careers: Service Tenure and Patterns of Member Service, 1789-2021 », janvier 2021.

11. Les sénateurs Kennedy (Louisiane), Hawley (Missouri), Scott (Floride), Lummis (Wyoming), Tuberville (Alabama), Marshall (Kansas) et Hyde-Smith (Mississippi).

12. 68,8 % des nouveaux élus républicains de 2021 ont voté pour objecter à la certification des grands électeurs contre 65,7 % de l'ensemble du groupe républicain à la Chambre.

13. N. Rakich et M. Conroy, « Almost Everyone Trump Endorses Wins their Primary ... But Is He Padding His Record? », *Fivethirtyeight.com*, 26 août 2020. Consultable en ligne : <https://fivethirtyeight.com>.

pouvant faire fuir des électeurs modérés comme lors des scrutins sénatoriaux de Géorgie en janvier 2021. Mais elle a assuré un alignement progressif sur ses vues des nouveaux élus républicains.

... articulé autour de l'adhésion à Trump

Le renouvellement du personnel politique s'est en effet doublé d'une nette modification des programmes idéologiques défendus par les candidats républicains. En premier lieu, l'adhésion à la personne de Trump, à son caractère de chef incontesté, est devenue une condition nécessaire pour tout aspirant républicain à une fonction électorale. Alors qu'en 2016, lors de la campagne électorale, 30 représentants républicains avaient désavoué leur candidat présidentiel¹⁴, en 2020 aucun n'a fait campagne contre lui. Et seuls 8 des 30 rebelles de 2016 sont encore représentants en 2021. Le comité national du Parti républicain a lui-même renoncé à publier sa plateforme électorale en juillet 2020 avant la présidentielle pour s'en remettre complètement à la réalisation des objectifs politiques de Trump¹⁵. Ce « culte » impératif de Trump est relatif à la structure particulière de sa popularité. Si elle est historiquement faible dans l'opinion publique générale, elle est tout aussi exceptionnellement forte chez les républicains. Donald Trump est, selon les instituts Gallup et Pew Research, le président républicain le plus populaire auprès de son socle électoral depuis Eisenhower (1953-1961)¹⁶.

Cette popularité est indissociable de la réalisation d'un programme électoral que Trump a imposé au Parti républicain. Certains traits en sont communs avec le passé récent du conservatisme républicain. La nomination de trois juges conservateurs (Neil Gorsuch, Brett Kavanaugh, Amy Coney Barrett), formés puis sélectionnés par la Federalist Society, s'inscrit dans la continuité d'une reconquête de l'institution judiciaire au nom des valeurs chrétiennes fondamentalistes qu'avaient entamée Ronald Reagan et sa « majorité morale ». Ces nominations, comme celles des 54 juges installés dans les 11 cours d'appel fédérales – record absolu pour un seul mandat présidentiel, ont été préparées par Leonard Leo, juriste catholique intransigeant et vice-président de la Federalist Society jusqu'à janvier 2020, qui avait déjà accompagné les nominations des juges Roberts et Alito durant le second mandat de

14. D. Graham, « Which Republicans Oppose Donald Trump? À Cheat Sheet », *The Atlantic*, 6 novembre 2016. Consultable en ligne : www.theatlantic.com ; www.nbcnews.com.

15. A. Prokop, « Why Republicans Didn't Write a Platform for Their Convention This Year », *Vox.com*, 24 août 2020. Consultable en ligne : www.vox.com.

16. Pour Gallup, cf. *supra*, note 2. Pour Pew Research, voir : www.pewresearch.org.

George W. Bush¹⁷. Les baisses d'impôts massives votées par le Congrès à majorité républicaine, à l'initiative de Trump, en décembre 2017¹⁸ sont parfaitement cohérentes avec la doctrine du *trickle down* (ruissellement) de richesse défendue originellement par Milton Friedman et Arthur Laffer, conseillers économiques de Reagan en Californie puis à la Maison-Blanche dans les années 1970-1980. Laffer conseilla d'ailleurs la campagne de Trump en 2016 avant de louer ses baisses d'impôts dans le livre *Trumponomics* et de recevoir la Presidential Medal of Freedom en 2019¹⁹. Il était cependant notable que Trump insistait, au-delà de la logique traditionnelle du ruissellement de la richesse des plus hauts revenus vers les classes moyennes et populaires, sur la relocalisation des emplois industriels qu'entraîneraient ses baisses d'impôt pour les entreprises²⁰. La dérégulation environnementale massive menée par la présidence Trump est, elle aussi, conforme au refus ancien des républicains au pouvoir de reconnaître l'urgence du changement climatique. Comme l'a montré Jean-Daniel Collomb²¹, Trump s'inscrit dans la tradition républicaine majoritaire depuis Reagan de s'en remettre aux mécanismes de marché favorables à une croissance maximale et de refuser toute régulation étatique contraignante pour remédier aux problèmes environnementaux. Sa présidence a donc vu le démantèlement de toutes les réglementations environnementales décrétées par son prédécesseur Obama : fin octobre 2020, 125 avaient été abrogées par Trump²².

Un nationalisme économique et identitaire

Mais la présidence Trump s'est singularisée par la défense d'un nationalisme économique et identitaire, plébiscité par son électorat républicain, qui tranchait avec l'héritage doctrinal du conservatisme

17. R. O'Harrow Jr. et S. Boburg, « A Conservative Activist's Behind-the-scenes Campaign to Remake the Nation's Courts », *Washington Post*, 21 mai 2019. Consultable en ligne : www.washingtonpost.com.

18. Le *Tax Cuts and Jobs Act* de décembre 2017 a réduit le taux d'imposition sur les sociétés de 35 à 21 %, et diminué le taux marginal d'imposition fédérale sur les revenus de 39,6 % à 37 %.

19. Dans le discours de remise de décoration à Arthur Laffer, Trump rappelait son rôle éminent dans la prospérité supposée des années Reagan et inscrivait sa propre réforme fiscale sous son haut patronage théorique. Consultable en ligne : www.presidency.ucsb.edu.

20. Cf. son discours de présentation de la réforme fiscale à venir à Springfield dans le Missouri le 30 août 2017. Consultable en ligne : www.presidency.ucsb.edu.

21. On lira en particulier : J.-D. Collomb, « A Worthy Heir : Donald Trump, the Republican Party and Climate Change », *Revue LISA/LISA e-journal* [Online], vol. XVI-n° 2, 2018. Consultable en ligne : <http://journals.openedition.org/lisa/9941> ; DOI : 10.4000/lisa.9941. Et du même auteur : « La nature, sanctuaire inviolable ou ressources infinies ? » in L. Henneton (dir.), *Le Rêve américain à l'épreuve de D. Trump*, Paris, Vendémiaire, 2020 ; pages 289-308.

22. J. Eilperin, B. Dennis et J. Muyskens, « Trump Rolled Back More than 125 Environmental Safeguards: Here's How », *Washington Post*, 30 octobre 2020. Consultable en ligne : www.washingtonpost.com.

reaganien. D'une part, quand le président Reagan avait procédé à la régularisation de 2,7 millions d'immigrés sans-papiers en 1986, et alors que George W. Bush avait voulu, au nom de son « conservatisme compassionnel », procéder sans succès à une autre régularisation massive en 2007, Donald Trump a défendu une lutte sans merci contre l'immigration clandestine à la frontière avec le Mexique, élément central et fondateur de son programme idéologique dès sa déclaration de candidature²³. De 2017 à juin 2018, l'administration Trump a ainsi appliqué à la frontière mexicaine une « tolérance zéro » contre les immigrés sans-papiers avec des poursuites judiciaires systématiques et la séparation des adultes devant être poursuivis de leurs enfants. La justice fédérale a entravé cette politique de séparation des familles, obligeant Donald Trump à l'interrompre par décret présidentiel en juin 2018. Mais elle a cependant laissé une empreinte durable, une revue administrative déclenchée par la présidence Biden établissant en juin 2021 à au moins 3 913 le nombre d'enfants séparés de leur famille par la présidence Trump²⁴. Cette hostilité à l'immigration s'est aussi étendue aux flux de migrants légaux. Le nombre de permis de résidence permanente octroyés a diminué de 2017 à 2019²⁵ avant de s'effondrer en 2020, Donald Trump utilisant la pandémie de Covid-19 pour bloquer la délivrance de la plupart des cartes vertes, arguant de la protection sanitaire des citoyens étasuniens. Le nombre de réfugiés admis chaque année par les États-Unis a atteint un plus bas historique récent à la fin du mandat Trump, avec 12 000 réfugiés accueillis aux États-Unis pour l'année fiscale 2020 contre 85 000 en 2016²⁶.

D'autre part, le protectionnisme commercial, à rebours des grands accords régionaux de libre-échange conclus par les deux administrations Bush²⁷, a caractérisé la présidence Trump : retrait dès fin janvier 2017 au nom des travailleurs étasuniens du partenariat transpacifique de libre-échange signé par Obama²⁸, transformation

23. Le 16 juin 2015, lors du lancement de sa première campagne présidentielle à la Trump Tower, le futur président déclarait à propos des migrants mexicains : « Ils nous amènent la drogue. Ils nous amènent le crime. Ce sont des voleurs. » Source : www.c-span.org (traduction de l'auteur).

24. Communiqué du Department of Homeland Security (DHS) du 8 juin 2021. Consultable en ligne : www.politico.com.

25. Statistiques sur l'immigration du Department of Homeland Security (DHS) pour l'année 2019. Consultables en ligne : www.dhs.gov.

26. pew research center, « Key Facts about U.S. Immigration Policies and Biden's Proposed Changes », 22 mars 2021. Consultable en ligne : www.pewresearch.org.

27. George Bush Sr. (1989-1993) signa en décembre 1992 avec le Mexique et le Canada l'Accord de libre-échange nord-Américain (ALENA) que son administration avait négocié. George Bush Jr. (2001-2009) signa en août 2004 le Central America Free Trade Agreement-Dominican Republic (CAFTA-DR) avec six pays d'Amérique centrale (Honduras, Guatemala, Costa Rica, Salvador, Nicaragua et République dominicaine).

28. « Memorandum of January 23, 2017 – Withdrawal of the United States from the Trans-Pacific Partnership Negotiations and Agreement », *Federal Register*, vol. 82, n° 15, 25 janvier 2017. Consultable en ligne : www.govinfo.gov.

en 2020 après d'âpres négociations avec le Canada et le Mexique de l'ALENA en USMCA²⁹ et guerre des tarifs douaniers contre l'Union européenne et la Chine. Dans ces deux derniers cas, le libre-échange n'est accepté, dans le cas de l'USMCA, que s'il profite aux industries manufacturières étasuniennes. C'est ainsi que le nouvel accord contraint l'industrie automobile des trois pays membres à produire des véhicules dont 40 (pour les véhicules de loisir) à 45 % (pour les camions) au moins sont fabriqués par des ouvriers payés à un salaire horaire minimum de 16 \$³⁰. Et 70 % de l'acier et de l'aluminium contenus dans un véhicule doivent provenir d'Amérique du Nord. Quant à la hausse des tarifs douaniers sur l'acier (+ 25 %) et l'aluminium (+ 10 %) décrétée par Trump en mars 2018, elle était explicitement dédiée par le président lui-même à la relance de la production nationale et de ses emplois³¹.

Le « protectionnisme blanc »

Ce refus de l'immigration de masse et du libre-échange commercial s'est fait au nom de la défense du producteur étasunien, identifié par Trump depuis 2016 à la population blanche non diplômée, socle présumé de sa victoire électorale, en particulier dans la Rust Belt³². Sous l'influence de Trump, le Parti républicain a donc glissé de la défense conservatrice d'une neutralité raciale refusant la discrimination positive à la préservation d'une identité blanche et chrétienne supposée menacée par l'immigration et le libre-échange. Les politistes Rogers. M. Smith et Desmond King ont défini en 2020 cette doctrine Trump comme un « protectionnisme blanc³³ ». Son public de Blancs à forte conscience identitaire a été clairement défini dans les travaux d'Ashley Jardina³⁴ et de John Sides, Michael Tesler et Audrey Vavreck³⁵. Ces Blancs se sentent concurrencés comme groupe social dominant par les minorités issues de l'immigration mais aussi diminués dans leur statut par la perte de souveraineté des États-Unis induite par les accords de libre-échange. Les Blancs dont la conscience identitaire est la plus élevée ont été les plus enclins à

29. United States Mexico Canada Agreement.

30. Site de l'USMCA Automotive Sector : www.trade.gov.

31. Cf. la présentation des tarifs douaniers sur l'acier et l'aluminium lors d'une table ronde avec des industriels du secteur le 1^{er} mars 2018 : <https://trumpwhitehouse.archives.gov>.

32. Région des activités traditionnelles de la Seconde Révolution industrielle (sidérurgie, chimie, extraction de charbon), s'étendant de l'est des États de New York (Buffalo) et Pennsylvanie aux États bordiers des Grands Lacs (Michigan, Ohio, Wisconsin, Indiana, Illinois)

33. R. Smith et D. King « White Protectionism in America », *Perspective in Politics*, vol. 19, n° 2, mai 2020, p. 1-19.

34. A. Jardina, *White Identity Politics*, New York, Cambridge University Press, 2019.

35. J. Sides, M. Tesler et A. Vavreck, « Donald Trump and the Rise of White Identity Politics », papier présenté au colloque « The 2016 US Presidential Election, Tumult at Home, Retreat Abroad » du Mershon Center de l'université d'Ohio State.

soutenir Trump en 2016 et à approuver sa politique nativiste³⁶ et protectionniste.

Cela ne signifie pas, par ailleurs, que ces Blancs à forte conscience identitaire subissent une perte réelle de statut social et économique. Il apparaît ainsi dans une étude récente de Raul Hinojosa et d'Edward Telles que le vote républicain en 2016, 2018 et 2020 n'est pas corrélé à une confrontation directe des électeurs à de forts niveaux d'immigration et à un impact élevé du libre-échange dans leurs districts de vote. Ces électeurs sont simplement plus enclins à des sentiments hostiles aux étrangers et au libre-échange, encouragés par la nouvelle rhétorique républicaine d'un Trump³⁷. Quant à un soutien particulièrement fort de Trump parmi la « working class » blanche, il est l'objet d'un fort débat théorique. En 2018, les sociologues Stephen Morgan et Jiwon Lee avaient démontré que les électeurs passés d'Obama en 2012 à Trump en 2016 étaient très majoritairement blancs « working class », selon la définition classique de cette dernière, désignant les personnes non diplômées d'université. Si leur thèse était alors confirmée³⁸, elle a été remise en cause d'abord par Diana Mutz démontrant que le vote des non-diplômés pour Trump n'était pas relié à une dégradation de leurs conditions socio-économiques mais à une anxiété vis-à-vis de la perte de leur statut social, souvent dominant³⁹. Et en 2021, Nicholas Carnes et Noam Lupu sont allés jusqu'à affirmer que la présidence Trump avait au contraire stoppé le mouvement ininterrompu vers les présidentiables républicains des électeurs blancs « working class » – définis cette fois-ci plus strictement comme non diplômés et de revenu annuel inférieur au revenu médian des ménages⁴⁰. Et ils ont rappelé que l'électorat de Donald Trump en 2016 n'était pas composé en majorité de Blancs non diplômés et aux revenus modestes, ceux-ci ne représentant que 31,2 % de ses électeurs⁴¹. Ces débats académiques ont cependant été renouvelés par les résultats de l'élection présidentielle 2020 qui, malgré la défaite de Trump, semblent confirmer une refonte de l'identité politique républicaine.

36. Le nativisme peut être défini comme le refus de toute nouvelle immigration étrangère par ceux se revendiquant comme les descendants des premiers migrants européens, blancs et protestants.

37. R. Hinojosa et E. Telles, « Trump Paradox: How Immigration and Trade Affected White Voting and Attitudes », *Socius*, vol. 7, avril 2021, p. 1-12.

38. S. Morgan et J. Lee, « Trump Voters and the White Working Class », *Sociological Science*, n° 5, avril 2018, p. 234-245. Consultable en ligne : <https://sociologicalscience.com>.

39. D. Mutz, « Status Threat, Not Economic Hardship, Explains the 2016 Presidential Vote », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States*, avril 2018. Consultable en ligne : www.pnas.org.

40. N. Carnes et N. Lupu, « Trump Didn't Bring White Working-Class Voters to the Republican Party: The Data Suggest He Kept Them Away », *Washington Post*, 14 avril 2021. Consultable en ligne : www.washingtonpost.com.

41. N. Carnes et N. Lupu, « The White Working Class and the 2016 Election », *Perspective on Politics*, vol. 19, n° 1, mars 2021, p. 55-72.

Un socle d'électeurs minoritaire mais élargi

Une performance républicaine meilleure qu'attendue

Le premier point à souligner avec le recul de quelques mois est l'étroitesse de la défaite de Donald Trump en novembre 2020, complètement inattendue par rapport aux sondages préélectoraux. Comme en 2016, par le biais du suffrage indirect et du collège électoral, le président sortant Trump a maximisé son résultat électoral et il s'en est fallu de 42 918 voix réparties sur trois États (Géorgie, Arizona, Wisconsin) qu'il se retrouve à égalité avec Joe Biden et soit réélu par la Chambre des représentants votant État par État⁴². Et si l'écart final au suffrage populaire national entre les deux candidats est considérable (51,3 % des suffrages contre 46,8 %, soit 4,3 points d'écart), c'est bien en deçà des 7,2 points d'avance promis à l'échelle nationale par l'agrégateur de sondages RealClearPolitics.com au matin du 2 novembre⁴³. Cette exagération de l'avance de Biden a été nette dans beaucoup d'États clés, et en particulier ceux finalement remportés par Donald Trump qui a conservé la Floride, l'Ohio et l'Iowa parmi les États ayant voté pour lui en 2016 après avoir élu Barack Obama en 2008 puis 2012⁴⁴. L'inexactitude des sondages préélectoraux a été reconnue *a posteriori* par l'association professionnelle des sondeurs étasuniens (American Association for Public Opinion Research – AAPOR) sans qu'ils puissent, contrairement à 2016, fournir d'explications certaines⁴⁵.

42. En cas d'égalité au Collège électoral à 269-269, la Constitution prévoit que la Chambre des représentants départage les deux candidats, la majorité de la délégation des représentants de chaque État choisissant l'un ou l'autre. Dans la Chambre des représentants élue en novembre 2020, les républicains détiennent la majorité des représentants dans 28 États, contre 20 aux démocrates et deux délégations où les deux partis sont à égalité. (Source : site internet historique de la Chambre des représentants : <https://history.house.gov>).

43. « General Election: Trump vs. Biden », RealClearPolitics, www.realclearpolitics.com.

44. En Floride, l'agrégateur de sondages RealClearPolitics donnait une avance moyenne finale de 0,9 point à Joe Biden tandis que Trump l'emporte finalement de 3,3 points. En Ohio, l'avance moyenne finale prévue de Trump était d'1 point, il gagne avec 8,2 points d'écart.

45. En 2017, l'AAPOR avait trouvé parmi les raisons probables de la sous-évaluation de Trump dans les enquêtes préélectorales des échantillons non pondérés par niveau d'éducation, d'où une mauvaise représentation des électeurs non diplômés moins enclins à répondre aux questionnaires. Beaucoup d'instituts ont jugé apporter les correctifs nécessaires avant l'élection 2020 et l'AAPOR le reconnaît elle-même dans son nouveau rapport de 2021, ce qui la laisse sans cause manifeste pour expliquer les erreurs importantes des enquêtes publiées. Consultable en ligne : <https://aapor.org>.

Cette performance nationale de Trump ayant dépassé les attentes ainsi que les gains élevés des républicains dans l'élection pour la Chambre des représentants⁴⁶ ont été les premiers ferments d'une relativisation de la défaite présidentielle par les républicains.

L'importance des électeurs non diplômés

Si on regarde plus en détail les résultats électoraux de Donald Trump, à l'échelle nationale, outre les électeurs gagnés en valeur absolue qui n'ont guère de sens dans le cadre d'une participation électorale bien plus élevée qu'en 2016⁴⁷, on constate d'abord – avec les réserves d'usage sur les sources dont on dispose à ce jour⁴⁸ – que Donald Trump a consolidé son avantage dans l'électorat blanc et en particulier dans la fraction non diplômée. D'après les données du Pew Research Center, en 2016, Donald Trump avait gagné 54 % de l'électorat blanc (62 % chez les hommes, 47 % chez les femmes), et 64 % de l'électorat blanc non diplômé. En 2020, ses performances électorales furent de 55 % de l'électorat blanc (57 % chez les hommes, 53 % chez les femmes) et 65 % des Blancs non diplômés. Ce renforcement apparent de Trump dans son cœur de cible électoral semble conforté par son score chez les Blancs évangéliques de 84 % contre 77 % en 2016⁴⁹.

Les causes de la défaite de Trump, même s'il convient de rester nuancé, sont alors à chercher dans la part moindre des Blancs et des Blancs non diplômés dans l'électorat total par rapport à 2016. Selon l'étude Catalist, les Blancs formaient 72 % de l'électorat en 2020 contre 74 % en 2016, les Blancs non diplômés étaient 44 % des votants en 2020 contre 46 % en 2016. Par ailleurs, la proportion croissante d'Asiatiques et d'Hispaniques dans l'électorat, ces deux catégories votant aux deux tiers pour le candidat démocrate, expliquait en grande partie la hausse de la participation globale depuis 2016 et la plus grande diversité ethnique des votants en 2020⁵⁰. Mais la victoire de Joe Biden s'explique aussi par sa meilleure

46. Cf. note 6.

47. L'élection 2020 aux États-Unis a été marquée par une participation exceptionnelle : 66,8 % des électeurs ayant le droit de vote se sont présentés aux urnes (contre 60,1 % en 2016), soit 159,73 millions d'électeurs (138,8 millions en 2016). Données compilées par le professeur Michael McDonald sur son site : www.electproject.org.

48. Les données brutes des sondages « sortie des urnes » sont déclaratives et peuvent être consolidées par le croisement avec d'autres enquêtes menées à partir de fichiers d'électeurs ayant déjà voté lors des scrutins précédents comme le proposent le Pew Research Center ou la firme Catalist.

49. Pew Research Center, « Behind Biden's 2020 Victory: An Examination of the 2020 Electorate, Based on Validated Voters », juin 2021. Consultable en ligne : www.pewresearch.org.

50. Catalist, « What Happened in 2020? », 10 mai 2021. Consultable en ligne : <https://catalist.us>.

performance, à la marge, chez les Blancs non diplômés⁵¹ et surtout par le renforcement de l'avantage démocrate entre 2016 et 2020 parmi les diplômés de l'enseignement supérieur⁵². Cette explication à l'échelle nationale (emprise de Trump confortée chez les Blancs et Blancs non diplômés mais moindre poids électoral de ces derniers) est d'ailleurs vérifiée dans les trois États clés conservés par Trump : en Floride, Ohio et Iowa, il existe ainsi une progression considérable de la part de Blancs non diplômés dans l'électorat entre 2016 et 2020, suffisante pour contrebalancer les pertes de Trump chez les électeurs diplômés⁵³. Mais on constate aussi une progression importante de Trump parmi les minorités non diplômées, en particulier hispaniques. Selon l'étude Pew Research, Trump aurait recueilli 41 % des suffrages des Hispaniques non diplômés contre 30 % chez ceux diplômés d'université. Ces gains, encore marginaux, de Trump parmi tous les non-diplômés et plus seulement Blancs, expliquent les succès républicains inattendus en Floride ou à la frontière entre Texas et Mexique.

La politique de défense d'une identité blanche et des classes populaires productives menée par Trump paraît donc avoir porté des fruits électoraux, confirmant l'approbation massive de ses mesures sur l'immigration et le libre-échange parmi les républicains. À la fin du mandat présidentiel de Donald Trump, les républicains sont ainsi devenus majoritairement méfiants quant aux bienfaits du libre-échange. Dans un sondage annuel Gallup, 44 % de républicains en mars 2021 considèrent le libre-échange comme une opportunité économique, contre 66 % en 2017⁵⁴. Et sur l'immigration, en janvier 2021, une enquête du *think tank* PRRI montre qu'à rebours de l'évolution des autres pans de la société étasunienne vers une position plus favorable à l'immigration, même illégale, les républicains ont adopté les positions les plus radicales de Trump. Ainsi, 84 % des républicains sont favorables à la construction d'un mur à la frontière

51. Joe Biden a profité chez les Blancs non diplômés de la moindre dispersion des voix en 2020 pour y progresser en même temps que Trump puisque les candidats des tiers partis n'ont capté que 1,84 % des suffrages nationaux contre 5,7 % en 2016.

52. Selon l'étude Pew Research sur les électeurs validés, Joe Biden l'a emporté parmi les électeurs diplômés d'université avec 56 % des voix contre 52 % pour Hillary Clinton en 2016. La même tendance est observable chez les Blancs diplômés du supérieur : 57 % contre 55 % pour Clinton. Mais, à cause de la moindre dispersion des votants en 2020 (pas de candidatures tierces notables contrairement à 2016) Donald Trump a aussi progressé chez les diplômés et Blancs diplômés à l'échelle nationale.

53. Selon les sondages « sortie des urnes » Edison, publiés par CNN, les Blancs non diplômés du supérieur représentaient en 2016 27 % de l'électorat en Floride, 43 % en Ohio et 50 % en Iowa. En 2020, cette proportion des Blancs non diplômés dans l'électorat est passée à 39 % en Floride, 53 % en Ohio et 55 % en Iowa. Cette variable n'est cependant pas seule explicative puisqu'au Michigan et au Wisconsin, États perdus par Trump, la part des Blancs non diplômés dans l'électorat a également augmenté mais Biden y a considérablement augmenté le résultat démocrate parmi les diplômés.

54. M. Younis, « Sharply Fewer in U.S. View Foreign Trade as Opportunity », *news.Gallup.com*, 31 mars 2021. Consultable en ligne : <https://news.gallup.com>.

avec le Mexique, quand 57 % de la population totale s'y oppose ; 57 % des républicains jugent que les immigrants envahissent le pays et en menacent l'héritage culturel et ethnique alors qu'ils sont à peine 28 % des indépendants et 15 % de démocrates à penser de même⁵⁵.

Cependant, malgré cette consolidation des résultats de Trump auprès des Blancs non diplômés, et un début de progression chez les non-diplômés issus des minorités, son résultat n'a pas été suffisant pour aboutir à une nouvelle coalition majoritaire. Et l'évolution historique de l'électorat étasunien, qui tend à refléter – avec retard – la diversification ethnique de la population semble aller dans un avenir proche contre les républicains⁵⁶. Pourtant, depuis janvier 2021, le Parti républicain semble vouloir se définir par cette nouvelle orientation à la fois identitaire vers les Blancs et « populaire » vers les non-diplômés tout en accompagnant Trump dans son refus d'accepter la majorité contraire qui s'est exprimée contre lui.

55. PRRI, « Immigration after Trump. What Would Immigration Policy That Followed Public Opinion Look Like? », 20 janvier 2021. Consultable en ligne : www.prii.org.

56. D'après les données de Catalist (cf. note 44), la proportion de Blancs non diplômés du supérieur a décliné de 7 points entre 2008 et 2020. La proportion des minorités est passée sur la même période de 23 à 28 % de l'électorat.

Qui perd gagne : quand la contestation du résultat permet à Trump de s'emparer du parti

L'accusation de fraude électorale comme arme politique

Contrairement aux attentes vite dissipées de reconsidération de l'ère Trump par les élus et dirigeants républicains au début de l'année 2021, ceux-ci paraissent avoir choisi au contraire de suivre l'ex-président dans la négation du résultat électoral de 2020. Au nativisme et au protectionnisme caractéristiques de la présidence Trump, la nouvelle doctrine républicaine ajoute désormais une composante illibérale, cherchant par tous les moyens possibles à imposer la *minority rule* (gouvernement minoritaire). Cela passe en premier lieu par la disqualification de la majorité sortie des urnes en novembre 2020 et l'adoption de la thèse de Donald Trump expliquant sa défaite par une fraude électorale massive. L'électorat républicain, régulièrement sondé à ce sujet, restait convaincu en majorité, six mois après l'investiture de Joe Biden, que ce dernier n'est pas un président légitimement élu⁵⁷.

Cette conviction des électeurs républicains ne doit rien au hasard ou à des circonstances exceptionnelles puisque, dès 2016, et contrairement à toute tradition historique récente, Donald Trump a associé démocrates et fraude électorale, poursuivant même cette idée durant sa présidence pour expliquer sa défaite au suffrage populaire en 2016 par le vote de trois à cinq millions d'immigrés clandestins en faveur d'Hillary Clinton⁵⁸. Le 11 mai 2017, Trump président avait mis en place une commission présidentielle consultative sur l'intégrité du vote, dont la direction fut confiée à Kris Kobach, alors secrétaire d'État (responsable des élections) du Kansas, État dans lequel il s'était fait le champion d'une loi obligeant à fournir une preuve de

57. Fin juin 2021, d'après un sondage Monmouth University, 63 % des républicains interrogés jugeaient que Joe Biden n'était pas un président élu légitimement. Source : www.monmouth.edu.

58. G. Kessler, « Recidivism Watch: Trump's Claim That Millions of People Voted Illegally », *Washington Post*, 24 janvier 2017. Consultable en ligne : www.washingtonpost.com.

citoyenneté pour voter⁵⁹. Si cette commission s'est effondrée en quelques mois sans aucun travail ni résultat tangible, Trump en la démantelant par décret présidentiel en janvier 2018, réaffirmait l'existence de multiples preuves de fraude électorale⁶⁰. L'entretien de ce soupçon de fraude à son détriment devenait en 2020 un argument majeur de sa campagne de réélection, Trump excluant dès l'été toute défaite électorale sinon par la tricherie des démocrates.

Et dès le 7 novembre, cinq jours après l'élection, face à la victoire de Biden déclarée par l'Associated Press, cet argument de la fraude est réactivé par Donald Trump afin de ne pas admettre sa défaite⁶¹. S'en est suivie une guérilla judiciaire de presque deux mois, durant laquelle le président Trump et ses alliés ont contesté devant les tribunaux locaux et fédéraux le résultat de l'élection présidentielle, sans jamais apporter la moindre preuve. Plus de 60 plaintes furent ainsi déboutées, y compris sur le fond⁶². Et c'est pourquoi, face à l'impasse judiciaire de la contestation du résultat, les partisans de Trump rassemblés à Washington par le président pour une grande réunion publique tentèrent le 6 janvier d'interrompre la certification des résultats par le Congrès et le vice-président Mike Pence.

L'élection volée et le second *impeachment*, nouveaux marqueurs républicains

Cette insurrection du Capitole, pour laquelle au 15 juillet le ministère de la Justice fédéral a déjà inculpé plus de 600 émeutiers⁶³, aurait dû marquer l'abandon de la contestation électorale et une rupture définitive entre Donald Trump et le Parti républicain, surtout si l'on en juge par les premières réactions des patrons nationaux du parti,

59. Cette loi du Kansas de 2013 a été déclarée inconstitutionnelle en juin 2018 par la juge fédérale de district Laura Robinson, puis en avril 2020 par la Cour d'appel du 10^e circuit. En décembre 2020, la Cour suprême a refusé de reconsidérer ces arrêts, abrogeant définitivement cette loi. Quant à Kris Kobach, malgré le soutien initial du président Trump, il a été battu en novembre 2018 pour le poste de gouverneur du Kansas puis à l'été 2020 dans une primaire républicaine pour un poste de sénateur de l'État.

60. « En dépit de substantielles preuves de fraude électorale, beaucoup d'États ont refusé de fournir à la Commission présidentielle consultative sur l'intégrité des élections les documents indispensables à son enquête. Plutôt que de s'engager dans des batailles légales sans fin aux frais du contribuable, le président Donald Trump a décidé de dissoudre la Commission [...] ». Source : Communiqué de presse de la Maison-Blanche du 3 janvier 2018 : <https://trumpwhitehouse.archives.gov> [traduction de l'auteur].

61. Communiqué du président Donald Trump du 7 novembre 2020 : <https://apnews.com>.

62. W. Cummings, J. Garrison, et J. Sergent, « By the Numbers: President Donald Trump's Failed Efforts to Overturn the Election », *USA Today*, 6 janvier 2021. Consultable en ligne : <https://eu.usatoday.com>.

63. La liste réactualisée des individus poursuivis pour les émeutes du Capitole du 6 janvier est publiée ici par le ministère de la Justice : www.justice.gov.

comme Mitch McConnell ou Kevin McCarthy⁶⁴. C'est pourtant l'inverse qui s'est produit après le premier semestre 2021 puisque Donald Trump a imposé l'affirmation de la fraude et de sa victoire volée comme la nouvelle orthodoxie doctrinale républicaine. Les très rares élus au Congrès qui avaient voté en faveur de son *impeachment* ont été chassés des postes de responsabilité qu'ils pouvaient occuper, comme Liz Cheney, porte-parole du groupe républicain à la Chambre. Cheney, représentante du Wyoming et fille de l'ancien vice-président de G. W. Bush, chassée le 12 mai 2021 par un vote interne parmi les représentants, aiguillé par Trump lui-même⁶⁵. La remplaçante de Cheney, la représentante de New York Elise Stefanik, a également été portée par l'ex-président à ce poste⁶⁶. Donald Trump utilise comme leviers d'influence sa popularité immense auprès des électeurs dès février pour accorder des soutiens officiels aux candidats en primaires venant défier celles ou ceux refusant de se ranger derrière ses couleurs. L'un des premiers meetings de Trump en 2021 se déroula en Ohio pour y appeler à faire battre le représentant du 16^e district, Anthony Gonzalez, qui avait voté son *impeachment*⁶⁷.

Ce soutien de Donald Trump est d'autant plus vital pour les candidats choisis qu'il est la promesse d'un financement important, l'ex-président ayant amassé un trésor de guerre déjà très élevé. En avril 2021, selon les calculs de l'ONG Center for Responsive Politics, Donald Trump disposait avec 85 millions de dollars à la fin du premier trimestre de dix fois plus d'argent que quatre ans auparavant, au début de son premier mandat⁶⁸. Trump s'est empressé d'ailleurs de faire valoir au Comité national du Parti républicain (RNC) qu'il est son principal pourvoyeur financier, n'hésitant pas en mars 2021 à jouer l'épreuve de force en menaçant le parti de ne plus pouvoir utiliser son nom ou son image pour pouvoir lever des fonds⁶⁹. Le but politique était transparent, puisque Donald Trump souhaite interdire au RNC de financer des élus ou candidats qui lui seraient hostiles.

64. Kevin McCarthy, chef de la minorité républicaine à la Chambre, affirmait le 13 janvier 2021 que Trump portait une responsabilité dans l'insurrection du Capitole. Il vote pourtant contre son *impeachment* trois semaines plus tard. Même après avoir voté pour l'acquittement de Donald Trump, Mitch McConnell, patron des républicains du Sénat depuis 2007, déclare à la tribune de l'assemblée le 14 février 2021 que Donald Trump porte une responsabilité morale et politique dans l'insurrection du Capitole.

65. D. Morgan et S. Cornwell, « Cheney Ousted by U.S House Republicans but Will Seek Re-election », Reuters.com, 12 mai 2021. Consultable en ligne : www.reuters.com.

66. Q. Forgey, « Trump Backs Stefanik to Replace Cheney », Politico, 5 mai 2021. Consultable en ligne : www.politico.com.

67. M. Sotomayor, « Anthony Gonzalez Wants His Voters to Focus on Everything But His Impeachment Vote. Trump Is Trying to Make Sure They Never Forget », *Washington Post*, 4 juillet 2021. Consultable en ligne : www.washingtonpost.com.

68. K.-E. Hillstrom, « Trump Has 10 Times More Campaign Cash Than He Had Four Years Ago », *Opensecrets.org*, 9 avril 2021. Consultable en ligne : www.opensecrets.org.

69. A. B. Wang, « Trump Sends Cease and Desist Letter to GOP Organizations to Stop Fundraising Off His Name », *Washington Post*, 6 mars 2021. Consultable en ligne : www.washingtonpost.com.

Et cette dispute ne s'est tassée qu'une fois le Parti républicain ayant fait allégeance à Trump. Début avril 2021, les gros donateurs et cadres du parti se sont réunis en séminaire à Palm Beach en Floride, avant de se rendre à la résidence de Donald Trump à Mar-a-Lago – louée pour l'occasion par le parti – pour écouter la parole de l'ex-chef d'État.

Mais, de façon plus souterraine, la purge du Parti républicain en faveur de Donald Trump s'est étendue dans les partis locaux qui coordonnent dans chaque État les opérations militantes. Depuis l'élection de novembre 2020, les présidents de Parti républicain ont changé dans pas moins de 15 États sur 50⁷⁰, et ce sont des tenants de la ligne nativiste et autoritaire de Trump qui ont pris le contrôle⁷¹. En Oregon, le nouveau patron du parti Dallas Heard a soutenu des émeutiers ayant envahi le Congrès local fin décembre 2020 pour protester contre les restrictions pandémiques⁷². Au Michigan, le président nouvellement élu Ron Weiser a dû s'excuser pour avoir parlé en riant d'assassiner les chefs parlementaires républicains locaux qui avaient refusé de soutenir les plaintes de Trump pour invalider l'élection⁷³. Cette prise de contrôle des appareils locaux par les partisans de Trump a ainsi permis la censure de la plupart des élus réfractaires lors de l'impeachment présidentiel⁷⁴.

Une mutation idéologique au-delà de Trump

La mutation idéologique opérée par le Parti républicain vers le nativisme, le protectionnisme et le refus de la règle démocratique majoritaire ne se résume cependant pas à Trump, dont la pérennité politique personnelle sera jugée par les élections de mi-mandat 2022 et par la réussite de ses candidats en primaires.

D'une part, l'adoption de la thèse d'une élection volée a permis aux élus républicains des assemblées locales de reprendre et d'approfondir des législations restreignant l'accès au vote qui sont apparues dès la décennie précédente. Entre 2010 et 2019, 25 États adoptent des législations limitant l'accès au vote dont 22 votées par

70. Calculs de l'auteur.

71. D. Siders et A. Murray, « Get on the Team or Shut Up': How Trump Created an Army of GOP Enforcers », Politico, 13 juillet 2021. Consultable en ligne : www.politico.com.

72. A. Selsky, « Far-right Lawmakers Takes over Oregon GOP in Larger US Shift », ABC News, 23 février 2021. Consultable en ligne : <https://abcnews.go.com>.

73. H. Knowles, « Michigan GOP Leader Calls Top Democrats 'Witches', Jokes about Assassination of Republicans », *Washington Post*, 27 mars 2021. Consultable en ligne : www.washingtonpost.com.

74. R. Wilson, « Trump-allied GOP Chairs Turn on Fellow Republicans », *The Hill*, 8 juillet 2021. Consultable en ligne : <https://thehill.com>.

des législatures républicaines⁷⁵ : outre la preuve de nationalité à présenter au Kansas, le Wisconsin, le Texas ou la Caroline du Sud réclamaient une pièce d'identité avec photographie pour pouvoir voter. Ces lois furent déjà pointées – même si cela est contesté – comme diminuant la participation électorale des minorités ethniques⁷⁶ et souvent invalidées en partie par les tribunaux. Mais elles avaient déjà profité de l'assouplissement considérable du contrôle du ministère de la Justice fédéral sur les modifications de lois électorales induit par l'arrêt *Shelby County v. Holder* de la Cour suprême en juin 2013. Or, l'affirmation républicaine de fraude électorale massive en 2020 s'appuie justement sur les conditions facilitées d'accès au vote à cause de la pandémie de Covid-19. Donald Trump dénonce ainsi le vote anticipé par correspondance comme source de la fraude dès le printemps 2020⁷⁷. Depuis janvier 2021, les législatures républicaines, reprenant le raisonnement de Trump, ont donc multiplié les lois limitant l'accès au vote par correspondance, comme en Géorgie et en Arizona, les deux États de tradition conservatrice arrachés par Biden à Trump en 2020⁷⁸.

D'autre part, la diffusion d'une idéologie nationaliste et populiste dans le Parti républicain dépasse de loin Trump : des sénateurs comme Marco Rubio (Floride) et Ted Cruz (Texas), qui avaient été ses plus acharnés concurrents lors de la primaire présidentielle 2016 défendent à leur tour en 2021 les travailleurs étasuniens contre les grandes firmes capitalistes, pourtant appuis traditionnels du parti conservateur. En mai 2021, le sénateur Rubio allait jusqu'à publier une tribune dans la revue de gauche *American Prospect* pour dénoncer le rôle antipatriotique des financiers de Wall Street dans l'émergence de la superpuissance communiste chinoise⁷⁹. Ce virage populiste vers la *working-class* des républicains est indissociable d'un financement en mutation. Le représentant républicain d'Indiana Jim Banks est le premier à l'avoir théorisé dans un mémo envoyé à ses

75. Brennan Center for Justice, « New Voting Restrictions in America », 1^{er} octobre 2019. Consultable en ligne : www.brennancenter.org.

76. Sur le débat quant à l'impact des contrôles renforcés d'identité avant le vote sur la participation des minorités, lire ces deux études aux conclusions contraires : Z. Hajnal, N. Lajevardi and L. Nielson, « Voter Identification Laws and the Suppression of Minority Votes », *Journal of Politics*, vol. 79, n° 2, avril 2017, p. 363-379 ; B. Pryor, R. Herrick ET J. A. Davis, « Voter ID Laws: The Disenfranchisement of Minority Voters? », *Political Science Quarterly*, vol. 134, n° 1, printemps 2019, p. 63-83.

77. M. Parks, « Fact Check: Is Mail Ballot Fraud as Rampant as President Trump Says It Is? », npr.org, 7 avril 2020. Consultable en ligne : www.npr.org.

78. E. Viebeck, « Here's Where GOP Lawmakers Have Passed New Voting Restrictions around the Country », *Washington Post*, 14 juillet 2021. Consultable en ligne : www.washingtonpost.com.

79. M. Rubio, « Wall Street Must Stop Enabling Communist China », *Prospect*, 26 mai 2021. Consultable en ligne : <https://prospect.org>.

collègues au printemps 2021⁸⁰. Il remarquait, pour défendre cette nouvelle orientation prioritaire vers les Blancs non diplômés que lors de l'élection 2020, les donations des travailleurs et producteurs manuels allaient massivement à Donald Trump quand celles des professions intellectuelles et fortement diplômées se destinaient à Joe Biden.

Ces évolutions, à confirmer dans le temps, valident l'analyse faite avant l'élection 2020 par les politistes Jacob Hacker et Paul Pierson dans leur livre *Let them eat tweets*⁸¹. Pour eux, la mutation du Parti républicain conservateur, commencée bien avant Trump, s'inscrit dans le développement d'un « populisme ploutocratique ». Le Parti républicain a choisi de porter des politiques fiscales et sociales si ouvertement favorables à la minorité des plus fortunés qu'il ne peut les faire valider qu'en radicalisant les divisions socio-ethniques pour capter le vote blanc non diplômé. Mais ce vote étant en déclin démographique, cela suppose pour les républicains d'empêcher l'expression majoritaire dans les urnes. Le problème, énoncé à de multiples reprises par Daniel Ziblatt et Steven Levitsky⁸², est que ce basculement du Parti républicain vers des tactiques électorales illibérales, empêchant le principe même de l'alternance, menace le fonctionnement et l'avenir pacifique de la démocratie étasunienne. Or, la volonté affichée des républicains de ne pas reconnaître la légitimité de la victoire de Biden et leur refus quasi univoque de condamner l'assaut du 6 janvier 2021 sur le Congrès détruisent les deux normes non écrites fondatrices de la démocratie selon Ziblatt et Levitsky : la tolérance mutuelle et la retenue (*forbearance*) institutionnelle. Et quand, en février 2021, une nette majorité de républicains sondés (57 %) par YouGov pour CBS News déclare considérer les démocrates comme des ennemis et non plus des opposants politiques, il est permis de douter de la réversibilité de ces évolutions⁸³.

80. J. Banks, « Cementing GOP as the Working-class Party », 30 mars 2021. Consultable en ligne : www.documentcloud.org.

81. J. Hacker et P. Pierson, *Let Them Eat Tweets: How the Right Rules in an Age of Extreme Inequality* ?, Liveright, 2020.

82. On consultera leurs contributions les plus récentes : S. Levitsky et D. Ziblatt, « The Crisis of American Democracy », *American Educator*, automne 2020, pages 6-13 ; S. Levitsky et D. Ziblatt, « The Biggest Threat Is the GOP Stealing the Next Election », *The Atlantic*, 9 juillet 2021. Voir également leur livre : S. Levitsky et D. Ziblatt, *How Democracies Die*, New York, Penguin, 2018.

83. Z. Beauchamp, « The Republican Revolt Against Democracy in 13 Charts », *Vox*, 1^{er} mars 2021. Consultable en ligne : www.vox.com.

Conclusion

La transformation du Parti républicain en formation politique nativiste et anti-système apparaît donc bien engagée, quel que soit l'avenir personnel de Trump qu'il faut dissocier des évolutions politiques de long terme. La crise pandémique du Covid-19 a démontré l'existence d'une nouvelle génération de gouverneurs conservateurs (Ron DeSantis en Floride, Kristi Noem au Dakota du Sud, Greg Abbott au Texas) prêts à contester toute politique sanitaire contraignante – comme le port du masque ou la vaccination obligatoires – imposée au citoyen, au nom de la défense de sa liberté absolue⁸⁴. Après l'insurrection contre le Capitole de janvier 2021, la crise sanitaire est ainsi l'occasion d'un nouveau rapprochement entre Parti républicain et militants conspirationnistes radicaux très actifs et populaires sur les réseaux sociaux⁸⁵. Ce nouveau positionnement politique s'adresse en priorité à un électorat non diplômé, entretenu par les élus dans la défiance envers la science et toute forme d'autorité publique, surtout si elle est démocrate.

Dans ces conditions, tout retour du Parti républicain vers un conservatisme traditionnel, plus enclin au consensus bipartisan, semble incertain malgré les efforts manifestes du nouveau président démocrate Biden pour travailler avec les élus républicains les plus modérés du Congrès. Certes, Joe Biden pourrait obtenir à l'automne 2021 l'adoption par la Chambre d'une loi (modeste) de compromis sur les infrastructures déjà votée par 19 des 50 sénateurs républicains. Mais elle est l'œuvre pour l'essentiel de sénateurs prenant leur retraite en 2022 (en particulier le sénateur d'Ohio Rob Portman) ou bien d'élus ayant voté la destitution de Trump et ayant été désavoués par leurs propres partis locaux⁸⁶.

Il reviendra donc aux élections de mi-mandat de 2022 de trancher par les primaires entre ces deux lignes opposées, même si celle encouragée par Donald Trump paraît à cette heure nettement dominante chez les républicains.

84. En août 2021, les gouverneurs républicains De Santis (Floride) et Abbott (Texas) ont interdit aux écoles de leurs États d'imposer le port du masque dans les salles de classe conformément aux recommandations sanitaires du Centre fédéral de contrôle des épidémies (CDC).

85. Le sénateur conservateur du Wisconsin Ron Johnson n'a pas hésité à faire début août 2021 la promotion publique de l'ex-journaliste devenu militant anti-vaccin, auteur de rapprochements douteux entre vaccination et Shoah, Alex Berenson. Lire P. Bump, « Actually, Senator Johnson, Being Consistently and Dangerously Misleading Is Not Courageous », *Washington Post*, 2 août 2021.

86. Les sénateurs Bill Cassidy de Louisiane et Lisa Murkowski d'Alaska ont ainsi été censurés par leurs partis républicains locaux avant de voter pour le compromis bipartisan sur les infrastructures.

La collection des *Potomac Papers*

- Laurence Nardon et Siméon Rust, « États-Unis/Europe : sept enjeux du numérique », n° 42, juillet 2021.
- Soufian Alsabbagh, « Les républicains et la politique étrangère américaine après Trump. Entre néo-isolationnisme et rivalité avec la Chine », n° 41, janvier 2021.
- Laurence Nardon et Mathilde Velliet, « La guerre commerciale sino-américaine. Quel bilan à l'issue de la présidence Trump ? », n° 40, novembre 2020.
- Cynthia Ghorra-Gobin et Martine Azuelos, « Le Minnesota : comprendre les enjeux nationaux au prisme des territoires », n° 39, septembre 2020.
- Sébastien Mort, « Les médias conservateurs dans la campagne de 2020. Un soutien unanime au président ? », n° 38, décembre 2019.
- Lauric Hennenon, « Les élections de mi-mandat aux États-Unis. 4 scénarios, 12 États-clefs pour le Sénat », n° 37, septembre 2019.
- Patrick Allard, « La politique commerciale de Trump : faire reculer la Chine », n° 36, mars 2019.
- Ivana Obradovic, « La crise des opioïdes aux États-Unis. D'un abus de prescriptions à une épidémie aiguë », n° 35, décembre 2018.
- Marion Leblanc-Wohrer, « *Comply or die?* Les entreprises face à l'exigence de conformité venue des États-Unis », n° 34, mars 2018.
- Ivana Obradovic et Michel Gandilhon, « La légalisation du cannabis aux États-Unis. Les exemples du Colorado et de l'État de Washington », n° 33, février 2018.
- Boris Toucas, « "L'affaire russe" : la démocratie américaine ébranlée », n° 32, décembre 2017.
- Laurence Nardon, « Les États-Unis face à la Chine, de Henry Kissinger à Donald Trump », n° 31, novembre 2017.

Suivez l'actualité du programme États-Unis sur Twitter :

[@LaurenceNardon](https://twitter.com/LaurenceNardon)



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org